

LA DÉMOCRATIE ISLAMISÉE OU LE PARADOXE TURC À PROPOS DE *L'ADIEU À MOUSTAPHA KEMAL*



Christophe RÉVEILLARD

Université Paris-Sorbonne (Paris-IV), directeur de séminaire de géopolitique au Collège interarmées de Défense (CID - École militaire)

OCCIDENTALISATION ET RETOUR À L'ISLAM : la Turquie est exactement ce que l'islam appliqué à la démocratie peut illustrer. Contre l'État religieux sécularisé sous Moustapha Kemal, l'on voit depuis progressivement s'imposer l'islam contre la laïcité, la démocratie contre l'autoritarisme et le peuple contre l'élite kémaliste. C'est en tout cas la thèse excessivement brillante et remarquablement développée par Tançrède Josseran tout au long de son dernier ouvrage, *La Nouvelle Puissance turque. L'adieu à Moustapha Kemal*¹. Diplômé de l'université Paris-Sorbonne (Paris 4), spécialiste de la Turquie et directeur de l'Observatoire du monde turc et des relations euro-turques, de la lettre *Sentinel Analyses et Solutions*, l'auteur livre une réflexion inédite sur le *processus* postmoderne qui caractérise la Turquie contemporaine. Bien des pseudo-évidences et des *a priori* tombent d'eux-mêmes à la lecture de cet essai ayant percé à jour l'un des mystères géopolitiques actuels les plus opaques.

Un nouveau contrat social

La modernité de l'activisme islamique turc réside notamment dans l'assimilation et l'utilisation de principes de la démocratie occidentale ainsi que l'instrumentalisation de la liberté religieuse et de la désuétude du rôle de l'État dans la mondialisation, à des fins de réislamisation radicale de la société turque et de l'affirmation de sa puissance géostratégique à l'échelle régionale dans un premier temps.

1. Tançrède Josseran, *La Nouvelle Puissance turque. L'adieu à Moustapha Kemal*, Paris, Ellipses, 2010.

Depuis l'année 2002 et l'arrivée des islamistes au pouvoir, mais surtout l'année 2007 et l'élection du candidat de l'AKP, Abdullah Gül, à la magistrature suprême, les cercles bureaucratiques et militaires turcs n'ont plus barre sur les institutions politiques : « L'extension de la démocratie signifie à terme le démantèlement des structures autoritaires et à travers celles-ci d'une laïcité imposée par le haut. Le triptyque État unitaire, État-nation, État laïc est progressivement redéfini par la marée montante des nouvelles élites islamistes, en même temps qu'il est érodé par le processus d'adhésion à l'Union européenne. Ce mouvement accompagne l'abaissement de la souveraineté nationale². » En effet, beaucoup plus qu'un poste honorifique, le président dispose de pouvoirs importants tels que la nomination du chef d'état-major, la déclaration de l'état de siège ou d'urgence, la désignation des membres du Conseil de l'enseignement supérieur et les présidents d'université de même que ceux des hautes cours de justice (Cour constitutionnelle, Haute Cour administrative militaire, Haut Conseil de la magistrature). Selon Tançrède Jossieran, on aboutit de la sorte à une séparation nette entre l'appareil d'État qui se reproduit selon ses propres normes et le pouvoir politique issu des urnes. Au vu des prérogatives présidentielles, on cerne mieux l'inquiétude des milieux laïcs. Le verrou de la présidence ayant sauté, c'est tout l'appareil d'État qui devrait progressivement passer – au gré des nominations – sous la coupe des islamistes.

Cette rupture du pacte républicain est en fait un retour aux sources ottomanes, dont l'originalité serait l'utilisation de moyens modernes pour signifier la fin de l'exception kémaliste. Jossieran précise que la marche vers l'Europe, la mondialisation ont bousculé les clivages. Convertis non sans arrière-pensées au rêve européen, les islamistes turcs sont les plus ardents défenseurs de l'adhésion : « Nationaliste, laïque, progressiste, la matrice kémaliste est démantelée au profit d'une synthèse originale alliant foi, démocratie et économie de marché. Ce processus est porté par une classe d'entrepreneurs islamiques dynamiques. La nouvelle élite entend aujourd'hui construire un nouveau contrat social à l'écoute des attentes réelles de la population. L'ancienne Turquie s'était bâtie sur l'oubli du passé impérial et le rejet de la théocratie, la nouvelle puise, sans complexes, ses racines dans l'histoire ottomane et la transcendance. Cette révolution verte clôt chaque jour davantage la parenthèse ouverte en 1923 par Moustapha Kemal. » Le crépuscule de la laïcité autoritaire se manifeste par la désagrégation progressive du système républicain, accélérée par l'ouverture au marché mondial. Le libéralisme religieux « s'adosse au libéralisme économique et la Turquie, peuplée quasi exclusivement de musulmans,

2. *Ibid.*, p. 137.

devient une construction que l'on peut parfaitement, par le biais de l'unanimité, transformer en démocratie islamique³ ».

Occidentalisation et république laïque contre islamisation démocratique

Car le biais euro-atlantiste est dès lors utilisé pour se parer des critères démocratiques imposés par Bruxelles pour « émasculer l'adversaire principal des islamistes, l'Armée, garante de la laïcité ». Une fois réduit son pouvoir d'intervention, l'armature humaine de l'État peut être bouleversée au profit « d'une société civile en voie de réislamisation, où les ONG disposent de moyens considérables. De manière formelle, la laïcité subsiste, mais dans un État réduit et contrôlé par des islamistes ».

Comment ne pas se rappeler en effet que le projet d'occidentalisation, Kemal l'avait conçu comme moyen de faire accéder la Turquie au rang de nation moderne indépendante de toutes contraintes à caractère supranational, lui qui considérait l'islam telle « une parenthèse débiliteuse de l'Histoire turque, le revanche des Arabes sur leur conquérant. Son message universaliste a[vait] dissous l'âme turque dans un magma informe ». La coupure avec la théocratie devait être définitive. La Turquie nouvelle ne pouvait tolérer de continuer à être le siège d'une légitimité transnationale sans renier ses principes fondateurs. Le califat était donc aboli en 1924. L'occidentalisation pour Moustapha Kemal était une « culture conforme à notre tempérament national, à notre histoire ; une culture également éloignée des superstitions de l'Ancien Régime et des idées étrangères incompatibles avec les qualités inhérentes à notre race ; une culture éloignée de toutes les influences en général, qu'elles viennent d'Orient ou d'Occident⁴ ».

Cette fermeture – provisoire, donc – de l'horizon islamique par la disparition de l'ancien idéal impérial avait fait se tourner à nouveau vers l'Asie les regards de la société turque. L'historiographie républicaine, souligne Jossieran, se développait à partir de la société d'histoire turque servant aux manuels scolaires à mettre en valeur le passé antéislamique des Turcs d'Asie. Les manuels faisaient de l'Asie centrale le foyer originel d'où des populations brachycéphales se seraient dispersées à travers le monde avant d'être à l'origine de la révolution du néolithique. Cet enracinement dans le temps allait de pair avec un enracinement dans l'espace. Pour légitimer la

3. *Ibid.*, p. 138.

4. Commission nationale turque de l'Unesco, *Atatürk, pensées et témoignages*, Ankara, Ajans-Türk, Matbaacilik sanayil, 1981, p. 15, cité in T. Jossieran, *op. cit.*, p. 11.

présence turque en Anatolie et contrecarrer les irrédentismes grecs ou arméniens, les historiens turcs s'annexaient les civilisations hittite et sumérienne⁵.

Or, il faut mettre en parallèle ce qu'en disait Jan de Crante sur la situation présente inversée, dans un article récent de la revue *Conflits actuels*⁶ : « Aujourd'hui, lorsqu'un petit écolier turc ouvre son livre d'histoire, il peut déchiffrer, ces quelques lignes : "[la nation turque] s'étend sur le continent asiatique, des pâturages d'Iran à l'Océan glacial arctique. Les Turcs ont rendu de très grands services pour le développement et la diffusion de la religion islamique. Et, c'est contre l'Europe entière que les Ottomans ont poursuivi cette œuvre [de protection du monde musulman]"⁷. En revanche, poursuivait de Crante, voilà ce que fait apparaître la lecture d'ouvrages vantant l'adhésion d'Ankara à la communauté européenne : "La Turquie est un morceau d'Europe. Les Turcs vivant sur ce territoire ont hérité de la culture de toutes les civilisations qui s'y sont succédé depuis la préhistoire. Les Ottomans n'étaient pas les adversaires du christianisme et vécurent longtemps en paix avec les orthodoxes." Un double langage qui reflète incontestablement le reflux vers l'Orient, que le pays d'Atatürk connaît depuis trente ans, au détriment des valeurs laïques⁸. »

En Turquie, on peut constater que l'apparent éloignement de l'AKP avec la « vieille garde islamiste d'Erbakan⁹ » du Parti du bonheur, le SP, et alors que l'influence musulmane grandit dans l'administration, dans l'enseignement, dans le secteur économique et... dans l'armée, ressemblerait en fait au *takiyye*, l'art de la dissimulation, le Premier ministre Erdogan lui-même traînant derrière lui de nombreuses déclarations et actions propres au fondamentalisme, ce qui lui a valu la prison et une éligibilité acquise uniquement par une modification constitutionnelle obtenue après le triomphe de son parti aux élections législatives de novembre 2002. La construction de nombreuses mosquées, le retour à l'arabe dans les actes religieux, la réapparition de confréries, le maintien de la mention de la religion sur les cartes d'identité, l'achèvement du phénomène de disparition progressive des re-

5. Étienne Copeaux, *Espace et temps de la nation turque*, Paris, CNRS Éditions, 2000.

6. Jan de Crante, « Le discours identitaire turc entre Asie et Europe », *Conflits actuels*, 7^e année, n° XIV, 2004, 2, p. 151-158.

7. Ugurlu Nurer Balci Esergul, *Tarih Lise*, Istamboul, serhat, orgun, p. 12, 1990. Oktay Emin, *Tarih lise*, Istamboul, Remzi Kitabevi, 1955, p. 90. Thural Yuksel, *Tarih, Lise*, Istamboul, Ders Kitapları Anonim Sirketi, p. 9-10, 1989, cité in Jan de Crante, *op. cit.*, p. 151.

8. T. Özal, *La Turquie en Europe*, Paris, Plon, 1988, p. 143-242, cité in *ibid.*

9. Levent Unsaldi, « Système des partis et force politiques en Turquie », in dossier « La Turquie et l'Europe », *Questions internationales*, n° 12, 2005, La Documentation française, p. 49

ligions non musulmanes, etc. : ces facteurs indiquent la cohérence du volontarisme des dirigeants turcs vis-à-vis de l'Union européenne. Les nouvelles élites turques sont portées par trois vecteurs bien décrits dans *La Nouvelle Puissance turque*¹⁰ : un parti politique aux solides assises populaires, l'AKP, un patronat politique islamique conquérant, le Müsiad, des confréries religieuses qui irriguent la société en profondeur. Cette mutation est « un démenti au stéréotype qui voudrait que l'islam ne puisse entrer en contact avec la modernité que de façon violente. Cette nouvelle approche de l'islam allie foi, économie de marché et démocratie. La tare originelle des régimes laïcs orientaux est de s'être développés sans assise sociale véritable ».

Appui américain et instrumentalisation de l'UE

Encouragée par les États-Unis, cette transformation est la pierre d'achoppement du projet de Grand Moyen-Orient. L'espace turcophone offre à la Turquie une profondeur stratégique et une place géopolitique fondamentales. La Turquie est un État pivot. Plate-forme d'influence pour l'Asie centrale, Ankara contrôle les nœuds énergétiques gaziers et pétroliers de la dorsale eurasiatique, des Balkans jusqu'à la Chine. Et dans la perspective américaine du Grand Moyen-Orient, les stratégies apparaissent clairement : « Nous sommes les meneurs du projet de Grand Moyen-Orient. C'est notre devoir », dit Recep Tayyip Erdogan¹¹. « Le kémalisme ne doit pas être un obstacle entre le monde et le peuple turc », dit John Kunstadter, conseiller politique à l'ambassade des États-Unis à Ankara¹², l'ambassadeur Ross Wilson renchérissant : « La Turquie est le *leader* de ce projet. De par les composantes de sa société, la Turquie est une brillante démocratie. En montrant comment fonctionner et prospérer, elle est le *leader* des pays de la région¹³. » En effet, pour Washington, la Turquie est une démocratie moderne, exemple de mariage réussi entre pluralisme, économie de marché et valeurs traditionnelles (entendez islamisme rigoriste). Jossieran explique que la multiplication de systèmes sociopolitiques de même nature tels que l'envisage le projet – confirmé *mezza voce* par Barack Obama – de Grand Moyen-Orient apparaît comme le meilleur gage du maintien et de la consolidation des intérêts américains dans la région.

10. T. Jossieran, *op. cit.*, p. 36 et *sq.*

11. www.Buyukortadoguprojesi.com, 4 mars 2006, congrès de l'AKP, Istanbul-Tuzla, cité *in ibid.*

12. Mehmet Bekaroglu, *Adil düzen'den dünya gerçekleri'ne siyasetin sonu* [De l'ordre juste à l'adaptation au monde, la fin de la politique], Ilips Kitap, Ankara, 2007, p. 420-421.

13. Milliyet, *Fikret Billa*, 2 mars 2006, « Türkiye GOP'un lideri » [La Turquie *leader* du GOP].

Dans son rapport du mois de juin 2006 intitulé *La Politique étrangère américaine et le renouveau islamique*, Addeislam Maghraoui, directeur du programme en direction du monde musulman au sein de l'USIP (United State Institute for Peace), indique clairement que le département d'État doit publiquement assumer son patronage d'une fondation du monde musulman, car « la tradition islamique est entièrement compatible avec les valeurs américaines telles que la tolérance et l'esprit d'entreprise¹⁴ ». L'ancien vice-directeur de la CIA Graham Fuller, cité dans *La Nouvelle Puissance turque*, écrivait quant à lui dans la revue *Foreign Affairs* peu avant l'arrivée de l'AKP au pouvoir, dans une séquence remarquablement maîtrisée du temps politique turc : « La Turquie est arrivée à un modèle de démocratie définitive. La démocratie turque à contrecœur et son idéologie d'État doivent laisser la place à davantage d'esprit d'ouverture, c'est pour cela qu'il fut favorisé des partis islamistes conservateurs modérés, reflet d'une part importante de l'opinion publique¹⁵. » Les islamistes ont en effet compris qu'il était impossible d'ignorer les effets de la mondialisation libérale. Bien au contraire, ajoute Jossesan, celle-ci couplée au processus d'adhésion à l'Union européenne est une arme redoutable contre le vieil État-nation kémaliste. Les institutions juridiques nationales perdent leurs pouvoirs coercitifs et sont remplacés par des organismes supranationaux. Adroïtement, Erdogan a établi un lien entre le processus de libéralisation induit par Bruxelles et la défense des libertés religieuses. Tout en étant légales, ces réformes servent l'AKP. Pour ce faire, poursuit l'auteur de *La Nouvelle Puissance turque*, l'AKP a besoin d'un protecteur puissant envers lequel l'état-major regarderait à deux fois avant de croiser le fer, et d'un intermédiaire influent capable de servir de relais à ses ambitions extérieures, c'est pourquoi, explique l'ancien ministre islamiste Sevket Kazan, « l'AKP doit avoir des amis haut placés en Amérique... On doit se départir de comportements gênants. Tout l'enjeu est d'acquérir des appuis. Sans l'apport de soutiens en provenance de ces milieux, toute montée en puissance est impossible¹⁶ ». Le soutien américain s'est noué facilement avec l'AKP en partie grâce au conseiller d'Erdogan, Cüneyd Zapsu, qui dispose du relais du lobbyiste spécialisé sur la Turquie, Grenville Byford, lequel a la particularité d'être l'époux d'Orit Gadiesh, belle-sœur de Shimon Perès¹⁷. Lors de ses contacts aux États-Unis en 2002, le chef de l'AKP a noué des relations durables avec les membres de la fondation Lehmann Brothers, de

14. Addeislam Maghraoui, *American Foreign Policy and Islamic Renewal*, www.usip.org.

15. Graham Fuller, « The future of the political islam », *Foreign Affairs*, mars-avril 2002, p. 16.

16. *In Aydinlik*, 18 août 2002, cité *in ibid.*

17. Merdans Yanardag, *Bir Projesi olarak AKP* [l'AKP est un projet des États-Unis], Istamboul, Siyah Beyaz, 2007, p. 19.

l'American Enterprise Institute, de la Rand Corporation et du Center for Strategic and International Studies, *think tanks* de la mouvance néoconservatrice, ainsi que de l'Antidifamation League et de l'American Jewish Congress. En fait, nous renseigne Josseran, ce sont les groupes de pression israéliens qui, à l'époque de l'accession de l'AKP au pouvoir, vont remplir le rôle de lobby proturc, notamment au Congrès. Dans ce cadre, Richard Perle, numéro 2 du Pentagone à l'époque, est devenu un proche d'Erdogan et a fondé le Conseil de défense turco-américain et, avec Douglas Feith, l'International Advisor Inc, firme spécialisée dans la vente d'armes avec la Turquie. Josseran rappelle que le même Feith deviendra sous-secrétaire d'État à la Défense du gouvernement Bush fils et sera de plus chargé du dossier de la candidature turque à l'Union européenne, dossier que suivent de très près les États-Unis et dont il est difficile de ne pas voir l'insistante politique d'influence au sein des États et des institutions européennes pour arriver à leurs fins. Perle et Feith ont, tout comme Paul Wolfowitz, pour père spirituel Albert Wohlstetter.

Le paradoxe est que l'AKP prétend « à la fois arracher la Turquie à l'Occident, la ramener au monde musulman tout en voulant transformer ce même monde islamique selon des principes anglo-saxons ». Josseran cite ici Yalçın Akdoğan, conseiller politique d'Erdogan, principal idéologue de l'AKP et inventeur du terme de « démocrate conservateur » : « Pour la première fois depuis deux cents ans, les dynamiques internes et externes convergent¹⁸. » Les dynamiques externes prennent la forme du projet d'islam « modéré » défendu par les États-Unis tandis qu'en interne l'AKP travaille à la réislamisation. Très habilement puisque, encore difficilement perçus dans les sphères européennes, les islamistes ont compris que l'adéquation entre islam et démocratie prenait en défaut l'ensemble de l'édifice républicain. Minant ses fondements autoritaires, la démocratie légitime du même coup un projet politique en rupture avec le système établi. Libéralismes économique, politique et religieux (dans une population musulmane à 99 %) se soutiennent mutuellement. Hostiles à l'étatisme dans lequel ils voient une divination de l'homme, les islamistes militent pour l'économie de marché. Au dogmatisme idéologique de l'État kémaliste, les islamistes opposent la liberté de conscience. Au carcan uniformisateur de l'État jacobin, ils objectent la diversité des appartenances. Quasi naturellement, les thèmes centraux de la démocratie libérale rejoignent ceux de l'AKP, à la grande satisfaction de Washington.

18. Yalçın Akdoğan, *AK Parti ve Muhafazakâr Demokrasi* [L'AKP et la démocratie conservatrice], Istanbul, Alfa, 2004, p. 35, cité in Josseran, *op. cit.*

Le projet pluraliste de l'Union européenne, cette dernière étant irréductiblement étrangère à toute capacité de raisonnement politique, stratégique et géopolitique d'ampleur, leur a, en effet, permis d'éloigner de la Turquie son vernis nationaliste occidental pour mieux ancrer une réislamisation de la société, socle à partir duquel la transnationalisation inhérente à la zone communautaire pourrait leur permettre un épanchement identitaire décuplé.

Le paradoxe apparent de cette évolution prévisible réside dans le fait que les principes de pluralisme démocratique, de tolérance d'une société européenne post-moderne et sécularisée en aient été les principaux vecteurs, et c'est tout le mérite de l'essai remarquablement documenté de Tançrède Josseran de nous l'avoir fait découvrir avec autant de pertinence.

Bibliographie succincte

Commission nationale turque de l'Unesco, *Atatürk, pensées et témoignages*, Ankara, Ajans-Türk, Matbaacılık sanayil, 1981.

Étienne Copeaux, *Espace et temps de la nation turque*, Paris, CNRS Éditions, 2000.

Document de travail des services de la Commission européenne, *Questions soulevées dans la perspective d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne*, COM (2004) 656 FINAL.

Dossier « Europe, quelles frontières ? » in *Europe-Orient*, n° 1, Institut Tchobanian, mai 2005.

Graham Fuller, « The future of the political islam », *Foreign Affairs*, mars-avril 2002.

Jan de Crante, « Le discours identitaire turc entre Asie et Europe », in dossier « Regards sur la peur », revue universitaire d'étude politique *Conflits actuels*, n° XIV, 2004, 2.

Marie Jégo, « Ankara ne fait plus d'effort pour réformer depuis l'ouverture des négociations avec l'UE. Le représentant de l'UE en Turquie dénonce la torture, les atteintes à la liberté d'expression et aux droits des Kurdes comme autant de problèmes prioritaires », *Le Monde*, 23 mars 2005.

Tançrède Josseran, *La Nouvelle Puissance turque. L'adieu à Moustapha Kemal*, Paris, Ellipses, 2010.

Marie-Michèle Martinet, « Ankara peine à mettre en œuvre les réformes souhaitées par Bruxelles. La mise en application du nouveau code pénal suscite des inquiétudes pour la liberté d'expression », *Le Figaro*, 29 mars 2005.

Turgül Özal., *La Turquie en Europe*, Paris, Plon, 1988.

« La Turquie et l'Europe », *Questions internationales*, La Documentation française, n° 12, 2005.

Rapport de la Commission européenne, **octobre 2004, COM (2004) 656 FINAL-SEC (2004), 1201.**

Revue française de géopolitique, dossier « Géopolitique de la Turquie », Paris, Ellipses, n° IV, 2006.